

Convention collective

IDCC : 8523. – **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES SYLVICOLES**
(PAYS DE LA LOIRE)
(10 février 1987)

(Etendue par arrêté du 30 janvier 1989,
Journal officiel du 8 février 1989)

AVENANT N° 24 DU 10 MARS 2006 (1)

NOR : *AGRS0697059M*
IDCC : 8523

Entre :

La direction territoriale de l'office national des forêts ;

Le syndicat des propriétaires forestiers et sylviculteurs de Loire-Atlantique ;

Le syndicat des propriétaires forestiers et sylviculteurs de Maine-et-Loire ;

Le syndicat des propriétaires forestiers et sylviculteurs de la Mayenne ;

Le syndicat des propriétaires forestiers et sylviculteurs de la Sarthe ;

Le syndicat des propriétaires forestiers et sylviculteurs de la Vendée ;

Le syndicat des entrepreneurs forestiers,

D'une part, et

Le syndicat départemental des salariés de la production agricole CFDT ;

Le syndicat des salariés des organismes et professions agricoles de l'Anjou CFTC ;

L'union départementale FO ;

L'union départementale des syndicats ouvriers de la Sarthe CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 1^{er}

L'article 21 de la convention collective susvisée est modifié comme suit, à compter du 1^{er} avril 2006 :

Article 21

Définition des niveaux professionnels ouvriers

A. – Les salariés (hommes et femmes) visés par la présente convention sont classés par niveau professionnel dans les conditions suivantes :

Niveaux professionnels

Niveau I

Le salarié travaille sur directives précises préalablement données par chantier avec explication et contrôle continu.

Niveau II

Le salarié travaille en autonomie dans le cadre de directives par nature de chantier avec un contrôle régulier.

En fonction des contraintes spécifiques afférentes à chaque chantier, il adapte les directives données dans la réalisation des tâches.

Niveau III

Le salarié travaille sur la base d'une fiche de chantier avec un contrôle *a posteriori*. Il réalise les travaux en garantissant au plan technique un résultat conforme aux directives.

A la capacité d'encadrer un niveau I ou II.

Niveau IV

Le salarié, de par son expérience et ses connaissances techniques de la sylviculture, propose dans une situation de travail les orientations à prendre pour une réalisation parfaite de la tâche.

Il réalise le bilan technique du chantier, participe à l'établissement de fiches de chantier, de devis simples et de cahiers des charges.

A la capacité d'encadrer ou de former un niveau I, II ou III.

B.1. L'employeur est responsable de la décision de classification professionnelle.

2. Le reclassement dans la nouvelle grille de classification s'effectue après examen de la situation de chaque salarié au cours d'un entretien individuel intervenant dans le mois suivant l'application de l'accord.

Le reclassement consécutif à l'application du présent avenant ne pourra en aucun cas conduire à une réduction du salaire de base ou à une modification des modalités de rémunération.

Le reclassement donne lieu à notification écrite.

3. Le niveau professionnel des ouvriers à l'embauche est apprécié en priorité sur la base de la valeur professionnelle lorsque celle-ci est connue, et de surcroît ou à défaut sur la base des niveaux acquis par l'expérience professionnelle et/ou les diplômes éventuellement possédés.

Pour certains emplois de qualification spécifique (ex. mécanicien...) la possession des diplômes correspondant à cette qualification pourra être exigée.

4. La promotion d'un ouvrier dans un niveau supérieur pourra être subordonnée à l'obligation d'accomplir une formation devant conduire à la reconnaissance de la qualification postulée.

En cas de refus par le salarié d'accomplir la formation exigée par l'employeur, il sera réputé avoir refusé la promotion proposée.

5. Les salariés doivent bénéficier d'un entretien professionnel avec l'employeur régulièrement et au moins tous les 2 ans. Cet entretien est notamment destiné à vérifier le classement du salarié au regard de la grille des niveaux professionnels.

Il intervient à l'occasion de l'entretien prévu par l'accord national du 2 juin 2004 modifié sur la formation professionnelle en agriculture afin de favoriser l'accès des salariés à la formation tout au long de la vie professionnelle et pour leur permettre d'être acteur dans leur évolution professionnelle.

Article 2

Les dispositions de l'annexe I à la convention collective susvisée sont modifiées comme suit, à compter du 1^{er} avril 2006 :

ANNEXE I

A. – Modalités de fixation des salaires au temps

A compter de la date d'application du présent avenant, les salaires horaires et mensuels correspondant aux différents niveaux professionnels sont fixés comme suit, par référence au salaire applicable au niveau I :

- niveau II : + 4 % par rapport au niveau I ;
- niveau III : + 8 % par rapport au niveau I ;
- niveau IV : + 16 % par rapport au niveau I.

B. – Montants des salaires au temps

Les salaires horaires et mensuels correspondant aux différents niveaux professionnels ressortent, après arrondissement, à :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE HORAIRE ET MENSUEL (151,67 H) Au 1 ^{er} avril 2006	
I	8,03	1 217,91
II	8,35	1 266,44
III	8,67	1 314,98
IV	9,31	1 412,05

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Maine-et-Loire, cité administrative, 15 *bis*, rue Dupetit-Thouars à Angers.

Fait à Angers, le 10 mars 2006.

(Suivent les signatures.)